

Limoges

L'alternative Ecologique, Sociale et Démocratique

Automne 2015

Terre de Gauche



Encre : Annette Vallejo

Haro sur le social !

Un an après son accession aux responsabilités, il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que la nouvelle équipe municipale dévoile son vrai visage, celui d'une droite décomplexée.

En mettant fin à la gratuité des activités périscolaires, en baissant les subventions en faveur des associations, en prenant des arrêtés anti-mendicité et anti-prostitution, le nouveau maire entend faire la chasse à tous ces "profiteurs", "parasites" et autres "assistés", tous ces "sans dents" qui, c'est bien connu, plombent les finances de la ville et pour certains terrorisent les braves gens.

Peu importe que le nombre de chômeurs augmente, que beaucoup n'aient plus les moyens de se loger, de se nourrir correctement ou de se soigner, que la précarité et la pauvreté touchent de plus en plus de monde, que les restos du cœur ou le Secours Populaire peinent à faire face à l'afflux de demandes, le principal est de montrer que la ville est "tenue" et que l'ordre règne. Enfin en centre ville, car si les pelleteuses sont entrées en action et les animations se multiplient dans l'hypercentre, les autres quartiers attendent, quand ils ne subissent pas les effets des restrictions budgétaires comme la fermeture de la piscine de Beaubreuil pendant l'été.

Ce n'est pas d'austérité et de réduction de services publics qu'ont besoin les habitants de notre ville mais au contraire de davantage de solidarité. Ils impliquent d'autres choix de gestion. Les millions d'euros consacrés à certains projets ruineux et inutiles comme le projet de barreau LGV Limoges-Poitiers ou la vidéosurveillance pourraient être utilisés de manière plus pertinente.

Les élus de Limoges Terre de Gauche, respectueux du vote des 6.200 Limougeautes et Limougeauds qui leur ont accordé leur confiance portent des propositions en ce sens.

Vos élu-e-s Limoges Terre de Gauche



Gilbert Bernard
Président du groupe
Limoges TDG.
Commission Développement
de la ville et cadre de vie



Danielle Soury
Présidente de la commission
Finances et administration
générale



Frédéric Chalangeas
Commission
Cohésion Sociale

Pierre July
Assistant de groupe

Ou est passé "Monsieur emploi" ?

L'emploi aurait-il disparu des préoccupations de la majorité municipale ? Monsieur Lombertie, alors candidat en compagnie de monsieur Coinaud, aujourd'hui chargé du développement économique en avaient fait un enjeu majeur n'hésitant pas à proposer le recrutement d'un "monsieur emploi", sorte de VRP, qui devait prospecter et amener des entreprises sur Limoges. Curieusement depuis mars 2014, silence radio... "Monsieur emploi" aurait-il disparu ? Ou resterait-il largement inefficace ? La question sera posée lors d'un prochain conseil municipal.



Une démocratie au rabais

Le nouveau maire l'avait clamé sur tous les toits : c'est dans la plus grande transparence et le respect des engagements de campagne que travaillerait la nouvelle équipe municipale. De là à passer aux actes...

La démocratie participative ? Une grande campagne de com autour du choix des nouveaux pavés des rues piétonnes du centre ville... mais la fermeture autoritaire, pendant l'été, de la piscine de Beaubreuil sans que les habitants aient eu leur mot à dire. Les nouveaux comités de quartiers ? Ils ne sont pas ouverts à toute la population et les dates de réunions sont tenues "secrètes" (dixit le maire en CM). Une attention égale portée à tous les quartiers ? Les pelleteuses en action dans le centre ville, ailleurs rien ou pas grand-chose. Le respect de l'opposition ? Les décisions sont annoncées dans la presse avant que le conseil municipal en ait délibéré. Le non cumul des mandats ? Aux cantonales de mars plusieurs conseillers municipaux de droite fraîchement élus n'ont pas hésité à se présenter et certains sont devenus cumulards...

Nous proposons:

- D'ouvrir les comités de quartiers à tous les habitants avec un budget dédié pour décider et réaliser des aménagements touchant à la vie quotidienne
- De mettre en place des comités d'usagers pour les grands services publics municipaux, des conseils de la jeunesse et de la vie étudiante.
- De mettre fin au cumul des postes, des mandats et des appointements.

Limoges : les cantines les plus chères de France ?

Ce serait le cas d'après un reportage de France 3. Le système forfaitaire tel qu'il a été décidé par la majorité municipale vise à limiter le gaspillage des repas non consommés. Objectif louable. Mais la solution retenue est très pénalisante pour de nombreuses familles, qui souvent n'auront pas d'autre option que de payer les repas au prix fort : 6€ hors forfait. Certaines grandes villes ont opté pour des systèmes plus souples et réactifs, et beaucoup moins pénalisants. On peut donc, et il faut rapidement revoir ce système très injuste.

Les caisses ne sont pas vides !

"Plus d'argent dans les caisses" paraît-il ! Il faudrait faire des économies et les poches des usagers. A voir...

Certes le gouvernement PS réduit scandaleusement les dotations de l'État aux collectivités locales. Ce que la droite ne conteste d'ailleurs pas sur le fond, partageant la même obsession de réduire la dépense publique. Pour autant les caisses de la ville sont-elles vides ?

On le croirait à entendre le refrain qui nous est servi en permanence pour justifier:

- La fin de la gratuité des activités périscolaires, de la BFM pour les non limougeauds, de la location de salles municipales...
- des hausses de tarifs : Ehpad municipaux, cantines, activités de centres culturels ...
- Les baisses de subventions aux associations notamment culturelles
- la fermeture de piscines municipales cet été, la fermeture de la maison de l'enfance, la suppression des éducateurs jeunes enfants participant à l'accueil des moins de 3 ans dans nos écoles...
- la vente du centre de vacances de Saint-Trojan, celle d'une partie du Mas-Éloi...

Et pourtant. quand elle le veut, la municipalité sait trouver des crédits.

En 2014...



• 600 000 € pour une LGV qui ne se fera pas.

• 690 000 € les crédits pour le sport-business: 320 000 € pour l'open de tennis WTA, 366 000 € en plus pour le CSP (30% en plus en un an !)

• 270 000 € de recettes de stationnement perdues le samedi.

• 1 Million d'euros sur 3 ans (20015-2018) pour la vidéo-surveillance dans l'hyper-centre...

De l'argent il y en a ! Monsieur le Maire, arrêtez d'enfumer les limougeaud.e.s en rabâchant: "Faut faire des économies, y'a plus d'sous". En 2014, la ville a encaissé en impôts, dotations de l'État, facturations des services municipaux, dotations de l'agglomération... **près de 190 millions d'euros de recettes.** C'est une somme, non ? **Comment l'utilise-t-on ? Pour quelles priorités ? Telle est la vraie question démocratique à discuter avec les limougeaud.e.s.**

Sécurité : qui doit avoir peur de quoi ?

Pour respecter ses promesses de campagne la nouvelle majorité a décidé rapidement de montrer les dents en appliquant son programme sécuritaire.

Après les annonces d'embauche de policiers municipaux (de nouvelles personnes, ou des contractuel-le-s à qui on a proposé de changer de service), on les a équipés de gilets pare-balles, puis on les a relogés (dans la caserne Marceau qui, comme nous l'avions proposé, pourrait avoir d'autres fonctions), avant de mettre en place une brigade canine...



Pendant l'été 2014, des arrêts anti-mendicité et anti-prostitution ont été instaurés, et pour quel résultat ? Au delà des quelques pv qui n'ont pas été encaissés, ils ont essentiellement servi à attirer l'attention pendant quelques articles de journaux sur des problèmes qu'on ne souhaite pas résoudre, mais plutôt au final, écarter du regard...

Et que nous réserve la suite ?

Des armes pour ces policiers, et bien sûr, la vidéo-surveillance.

Si chaque habitant-e a le droit à la sécurité, et si la loi (lorsqu'elle protège les individus) doit être respectée, doit-on surenchérir dans le contrôle et la répression ? Parce que c'est bien de cela que l'on parle lorsqu'on développe de tels moyens.

La sécurité de toutes et tous doit être envisagée de manière globale, en s'intéressant aussi aux difficultés sociales qui peuvent entraîner craintes et abus.

C'est au "vivre-ensemble" qu'il faut travailler !

Plus de services publics, plus d'écoute et de concertation réelles pour des réponses humaines et solidaires !

Beaubreuil, quartier populaire ignoré et abandonné

En cet été caniculaire, la mairie n'a rien trouvé de mieux que de fermer la piscine de Beaubreuil.

L'économie de 70 000 € est misérable par rapport aux sommes englouties dans la LGV ou le sport business ! Cette piscine est pourtant d'intérêt général municipal: pour la population du quartier -les jeunes en particulier- c'est un équipement de proximité, à tarif accessible; elle est fréquentée aussi par des habitants du nord de l'agglomération, permettant un vrai brassage social; c'est la seule piscine « ouverte » de la Ville, la seule accessible facilement aux personnes à mobilité réduite.



Face à la mobilisation citoyenne, la mairie a mis en place une navette gratuite pour Beaubreuil, en semaine seulement et selon un dispositif inadapté aux besoins. Cette fermeture est intervenue après celle du centre social de quartier. Le B 58, association phare de Beaubreuil, a en effet fermé ses portes début 2015, sans que la moindre solution de remplacement n'ait à ce jour été trouvée. Souhaitons que la mairie entende enfin les citoyens de Beaubreuil et réponde à leurs invitations au débat public ouvert et contradictoire sur l'avenir de leur quartier. En ce qui nous concerne, notre soutien actif leur est acquis.

Nous proposons :

Une politique de développement équilibré et solidaire de la ville, prenant en compte TOUS les quartiers.

Réforme des rythmes scolaires : la gratuité mise à mal

Cette réforme a amené les équipes enseignantes, les municipalités et (on les oublie trop souvent) les parents et les enfants à s'adapter à de nouvelles conditions de vie.

Jusqu'à présent, à Limoges, les temps péri-scolaires ont proposé des activités gratuites aux enfants présents en garderie et après la classe mais à l'arrivée de la nouvelle municipalité, changement de ton !

" Nous n'avons pas choisi cette réforme, elle nous coûte beaucoup d'argent, les familles paieront ". C'est en gros le discours qui a été adopté pour justifier la mise en place du paiement des activités péri-scolaires. Se sont alors enchaînés règlements et contre-règlements, revirements la plupart du temps incompréhensibles pour les familles, avec parfois des traitements inégaux entraînés par la multiplication des décisions... Au final, le temps " d'étude " est redevenu gratuit, ce qui est une première avancée.



Mais ce qui a permis ces changements, ces soi-disant " adaptations à la réalité de terrain " comme nous l'a souvent dit la majorité municipale, c'est surtout la mobilisation des familles et des enseignants au sein du Collectif pour la Gratuité Péri-scolaire. Plusieurs pétitions, plusieurs manifestations et réunions réunissant quelques centaines de personnes ont forcé la majorité à tenir compte des premiers concernés !

Même si cela ne plaît pas à la majorité pour qui, " on ne devrait pas pouvoir revenir à chaque conseil sur une décision déjà validée ", Limoges-Terre de Gauche continuera de défendre la seule solution viable :

le retour de la gratuité du péri-scolaire !

Transports : mauvaise direction

En matière de déplacements le maire inscrit son action dans les pas de ses prédécesseurs.

Le conseil municipal a voté 2 millions d'euros en faveur du projet de barreau LGV Limoges-Rien par contre - si ne n'est de bonnes paroles - en faveur de la ligne historique POLT (Paris-Orléans-Limoges-Toulouse). L'aéroport de Limoges en déficit ? Qu'à cela ne tienne, la droite n'hésite pas à voter coup sur coup deux subventions de 150.000 euros, qualifiées l'une de "complémentaire", l'autre "d'exceptionnelle", pour boucher le trou. Favoriser le transport collectif pour les déplacements ? La voiture est privilégiée via une nouvelle grille tarifaire pour le stationnement en centre ville.

Nous proposons :

- L'arrêt de tout financement pour le projet de barreau LGV Limoges-Poitiers.
- La participation active de la municipalité à toutes les initiatives pour la réhabilitation de la ligne POLT et le renouvellement du matériel.
 - D'engager une réflexion autour du transport aérien et de la concurrence mortifère entre les aéroports de Limoges et Brive.
 - La gratuité du transport collectif sur le périmètre de l'agglomération.
 - La mise en place d'un "tram-train" utilisant les nombreuses voies ferrées déjà existantes.



Encre : Annette Vallejo

LE SOCIAL, UN CHOIX POLITIQUE, PAS BUDGÉTAIRE !

La question sociale n'est évidemment pas au cœur des préoccupations d'une majorité de droite et c'est avec le nouveau budget, qu'on aura pu voir une baisse flagrante (sous prétexte d'économies) dans les domaines culturel et social, alors que ces secteurs participent au quotidien des personnes.

Ainsi, si la Municipalité estime qu'une activité n'est pas « rentable », une association peut voir sa demande de subvention de fonctionnement amputée d'un tiers, mettant en péril son action, voire des emplois !

Par ailleurs, beaucoup de protocoles ont été mis en place sur la question de la santé, sans rien entraîner de concret, alors que l'on sait bien qu'une implication de services de santé de proximité gratuits et ouverts à tout-e-s plus importante devrait être mise en place dans les quartiers !

Et bien évidemment, nous n'en sommes qu'au début ! Il semblerait que la gratuité et les tarifs réduits des transports en commun pour les personnes inscrites au chômage, ne soient bientôt plus financés par la Mairie...

Nous proposons :

- de revenir sur les choix budgétaires et politiques qui réduisent les budgets liés à la question « sociale »,
- de créer des centres municipaux de santé et des lieux d'accueil pour le grand âge dans des structures à taille humaine,
- d'une manière générale, de favoriser le contact humain par une présence active de services municipaux d'écoute et d'accompagnement des personnes !

SAINT-TROJAN : VRAI OU FAUX ?

1 - Inauguré en 1959, le centre est aujourd'hui très vétuste ?

1 - Faux : Les bâtiments ont été entièrement renouvelés : 700 000 € de travaux en 5 ans.

2 - Classes de découverte et séjours d'ado n'ont plus la cote à l'heure des réseaux sociaux ?

2 - Faux : En 2014, le centre a accueilli plus de 3 000 journées de séjours ado et plus de 2 555 journées de séjours de classe de mer. Les recettes générées pour la ville par ces séjours progressent.

3 - Le centre est un gouffre pour les finances municipales ?

3 - Faux : Le fonctionnement annuel coûte 250 000 €... qui permettent des classes de mer ouvertes à tous nos enfants, l'accès aux vacances à des ados défavorisés, des jobs d'été pour de jeunes animateurs limougeauds, d'assurer la continuité du contrat de travail l'été à du personnel municipal... A comparer aux 500 000 € de l'Open de Tennis WTA, sans aucune retombée sociale pour la ville !

4 - Le centre permet brassage social et accès aux vacances pour nos jeunes les plus défavorisés ?

4 - Vrai : mais la majorité municipale s'en moque...

Nous voulons garder Saint-Trojan !

" Le patrimoine est porteur de valeurs culturelles, symboliques et identitaires qui justifie son appropriation sociale... Aucune forme de patrimoine ne doit être négligée ". (Rapport d'activités 2014 de la Ville de Limoges - p. 16).



Le centre de vacances de Saint-Trojan, qui a accueilli des générations de jeunes limougeaud.e.s n'est sans doute pas porteur de telles valeurs puisque la mairie veut le vendre !

En réalité, pour la majorité municipale, le seul patrimoine digne d'intérêt est celui qui sert le business touristique. Le reste a vocation à être vendu afin de faire rentrer de l'argent frais pour financer la LGV, la priorité donnée au centre-ville, les « grands » événements somptueux...

Cette vente serait pourtant une catastrophe pour nos enfants, notamment les plus défavorisés, pour qui le centre est synonyme de droit effectif aux vacances ou aux loisirs. Ils n'auront plus accès à ces temps d'émancipation et de découverte. Terminées aussi les classes de découverte à la mer, moments vrais de mixité sociale.

Résolument opposés à cette vente, nous soutenons tous celles et ceux qui se mobilisent contre. (signer la pétition)